

# La région allemande de la Sarre veut écrire son avenir en français

La région allemande, frontalière de la Lorraine, a lancé une « stratégie France » pour devenir un « pont » entre les deux pays.

Elle espère ainsi affirmer sa spécificité et surmonter ses faiblesses, notamment démographiques.

SARREBRUCK (Allemagne)

*De notre envoyée spéciale*

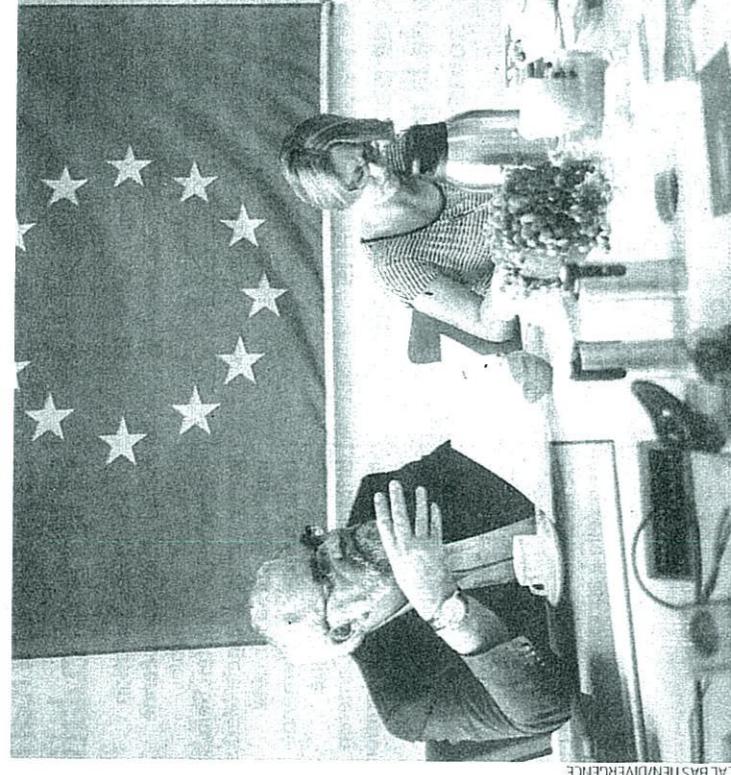
Sarrebruck aime plaire au visiteur. « Tant », souligne Annelie Kramp-Karrenbauer, la ministre-présidente, figure de l'aile sociale de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), qui gouverne localement en coalition avec le Parti social-démocrate (SPD).

Dévoilée en 2013 à l'occasion des 50 ans du traité de l'Elysée, la « stratégie France » de la Sarre consiste à « développer un potentiel existant », souligne Annelie Kramp-Karrenbauer, la ministre-présidente, figure de l'aile sociale de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), qui gouverne localement en coalition avec le Parti social-démocrate (SPD).

Placée sous protectorat français après la Seconde Guerre mondiale, la Sarre a conservé des liens étroits avec son voisin, en particulier avec la Lorraine. Cette proximité, le directeur du magasin Möbel Martin d'Ensdorf l'a depuis longtemps inscrite dans son modèle d'affaires.

« Au moins un quart de mes clients sont français », remarque Franz Oster, Ses prospectus ont trouvé le chemin des boîtes aux lettres lorraines, et en magasin les rayons sont signalés dans les deux langues. Le responsable ne s'en cache pas, mal utiliser le français est un atout à l'embauche. À défaut, les nouvelles recrues signent un contrat de travail qui les engage à atteindre un certain niveau dans les deux ans. L'entreprise finance les cours, qui ont lieu sur le temps de travail.

Le gouvernement sarrois mise lui aussi sur la langue. « Entreprises et particuliers français doivent trouver ici les compétences dont ils ont besoin, et des partenaires qui les comprennent », dit Annelie Kramp-Karrenbauer. Sa « stratégie » prévoit donc de former, d'ici à 2043, une génération de Sarrois bilingues. Progressivement, l'enseignement du français doit être généralisé, de la crèche au lycée – sans sacrifier l'anglais si cher aux parents d'élèves que le Baden-Wurtemberg, Land voisin de l'Alsace, avait dû renoncer, dans les années 2000, à instituer le



Bureau du Service de placement transfrontalier entre la France et l'Allemagne, à Sarrebruck, en juillet 2014. La Sarre se donne trente ans pour devenir la « passerelle » des échanges franco-allemands.

français comme première langue étrangère. D'ores et déjà, la Sarre se targue d'être « la région la plus francophile d'Allemagne ». Le français est au programme de ses écoles dès la troisième classe (CE2) et les enfants encadré au quotidien par trois assistantes maternelles, dont une Française, qui « ne parle que sa langue » avec les enfants, précise la directrice Tanja Fay. « À cet âge, l'apprentissage se fait naturellement, observe-t-elle. Mais si l'école fréquente par la suite ne fait pas une place suffisante au français, le bénéfice est perdu. L'enseignement doit être continu, de la petite enfance à l'âge adulte. »

Annelie Kramp-Karrenbauer n'entend pas circonscrire l'effort à l'éducation. Pour faire du français une langue usuelle, les formulaires administratifs et la signalisation routière devront devenir bilingues, et l'administration recruter de l'autre côté de la frontière. Les entreprises suivront, assure-t-elle. Franz Oster compte déjà plusieurs Français parmi ses salariés, et espère tirer profit d'une récente convention entre la Sarre et la Lorraine, qui

permet à un jeune en alternance de réaliser la partie théorique de sa formation dans une école française et la pratique dans une entreprise allemande. « C'est une formule gagnant-gagnant », explique Olivier Grolli, directeur du service intermédiaire de la chambre de commerce et d'industrie de Sarrebruck.

À son arrivée à la tête de l'entreprise, en 2012, la cinquième génération confirme cette « double culture ». L'idée d'instituer l'anglais comme langue d'entreprise est abandonnée. « Trop éloignée de notre identité », dit Christian Weber, parfait francophone. Plusieurs services sont réorganisés, pour passer « d'une gestion différenciée à une gestion intégrée des deux marchés ». « La coopération entre salariés français et allemands favorise la créativité, l'innovation et l'autocritique, assure-t-il. Chacun s'ouvre à d'autres modes de fonctionnement, apprend à adapter une solution à un contexte. »

Une dynamique gagnante qu'Annelie Kramp-Karrenbauer espère voir naître au niveau régional. Côté lorrain, on dit porter un grand intérêt à l'initiative de la Sarre et « chercher en permanence les moyens de renforcer les échanges ». La Moselle a d'ores et déjà présenté une « stratégie Allemagne », essentiellement axée sur la langue, et il a invité la ministre-présidente sarroise, en septembre, à une discussion sur ce thème.



ALEXANDRE DARMON

## REPÈRES

### SARRE ET LORRAINE, DEUX TERRITOIRES VOISINS

- **Située dans la zone d'occupation française** au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis placée sous protectorat français, la Sarre a conservé des liens étroits avec son voisin. Dix mille Français y vivent et 19 000 travailleurs frontaliers s'y rendent quotidiennement, surtout depuis la Lorraine.
- **La centaine d'entreprises françaises installées dans la région allemande,** dont Michelin, Saint-Gobain et Alstom, représentent 3 000 emplois.

### Population

- **La Sarre compte 991 000 habitants (chiffre 2013), la Lorraine 2,4 millions (données 2012).**
- **En Lorraine en 2008,** 21,6 % de la population avait plus de 60 ans, et l'âge moyen atteignait 39,6 ans.
- Selon les projections, le nombre d'habitants devrait légèrement augmenter d'ici à 2030.
- **Dans la Sarre, 22 %** de la population avait plus de 65 ans en 2011, et moins de 12 % avait moins de 15 ans. D'ici à 2030, la région pourrait perdre 11 % de sa population, en raison du vieillissement.

Des responsables de la région française étaient aussi présents au symposium organisé par la Sarre début septembre pour clôturer la vaste consultation menée auprès des communes, universités, syndicats, Églises et diverses organisations de la société civile, en vue de finaliser le plan d'action.

Il s'agit de susciter l'engagement le plus large possible : le capital humain doit compenser le manque de moyens. Car si la Sarre espère pouvoir compter sur des fonds européens et fédéraux, elle n'a pas un centime à consacrer à sa « stratégie France ». « On peut repartir autrement l'argent dont on dispose, assure Christine Klos, qui pilote le projet pour le gouvernement sarrois. Mais il est surtout possible de réaliser de grandes choses avec de l'enthousiasme et de la créativité. »

CAMILLE LE TALLEC